

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

La compétitivité, les enjeux d'un débat

- Economie -

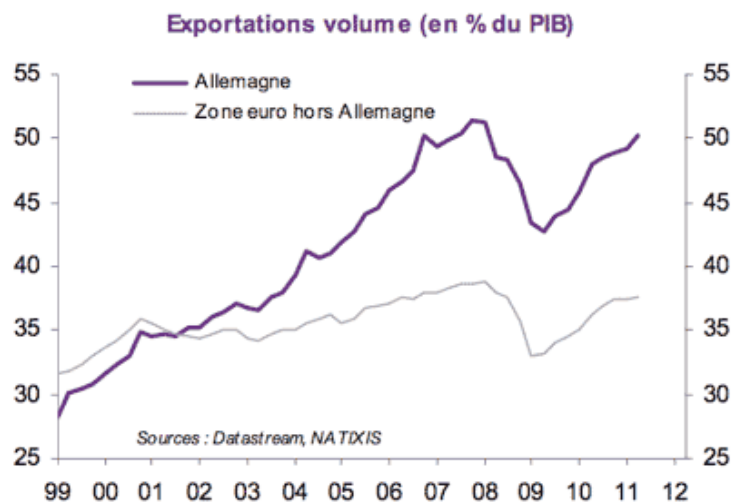
Date de mise en ligne : jeudi 13 décembre 2012

Démocratie & Socialisme

Le débat sur la compétitivité de la France repose sur deux éléments centraux de raisonnement. D'abord que le commerce extérieur est la source déterminante de la croissance, ensuite que le coût du travail en France est relativement trop élevé pour permettre aux industries exportatrices de survivre à la concurrence internationale.

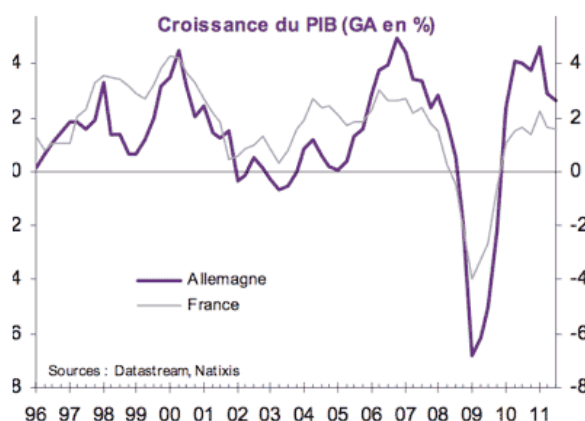
L'exemple de l'Allemagne illustre la stratégie de recherche d'excédents extérieurs pour tirer la croissance vers le haut. Les performances du secteur exportateur sont en effet sources de revenus et d'investissement. Elles peuvent contribuer à ce titre à la croissance économique et exercer un effet d'entraînement bénéfique sur le secteur non exportateur.

Le graphique 1 permet de constater la part prise par les exportations dans l'économie allemande comparativement aux autres pays de la zone euro. Les exportations de l'Allemagne représentent 50 % du PIB en 2012 alors qu'elles ne représentent que 38 % du PIB de la zone euro hors Allemagne. Le choix d'un modèle de croissance extravertie s'opère à la fin des années 1990 et le décrochage avec les pays voisins se réalise au début des années 2000.



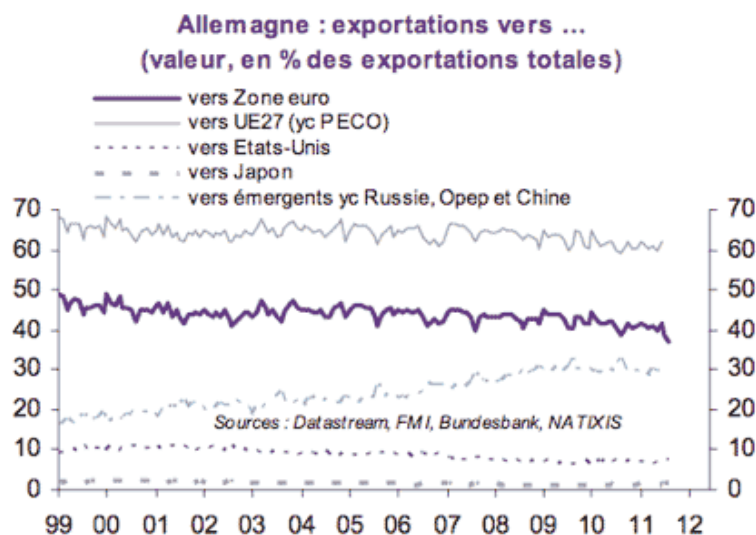
Graphique 1

Comme le montre le graphique 2 les effets sur la croissance n'ont pas été immédiats mais sont réels. Après avoir connu une croissance de son PIB généralement inférieure à celle de la France entre 1996 et 2004, l'Allemagne dispose depuis d'une croissance supérieure à son principal voisin. Sa dépendance aux exportations la rend cependant très sensible aux retournements de conjoncture comme ce fut le cas au plus fort de la crise entre 2008 et 2009.



Graphique 2

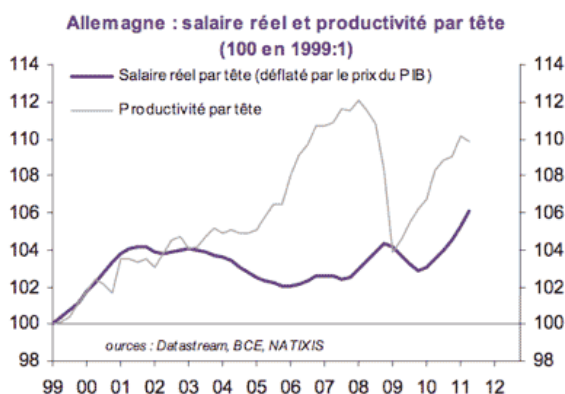
Ce modèle de croissance n'est cependant pas généralisable car il repose sur une stratégie non-coopérative. Les performances du secteur exportateur allemand se réalisent au détriment de celui des pays voisins. Il s'agit d'une politique de captation de parts de marchés plus que de gains de nouveaux marchés. En effet comme le montre le graphique 3 plus de 60 % des exportations allemandes sont destinées au pays membres de l'Union Européenne et près 40 % aux seuls pays membres de la zone Euro. Or comme les pays de l'Union commercent principalement entre eux, ceux-ci se trouvent pénalisés par la politique commerciale agressive de l'Allemagne.



Graphique 3

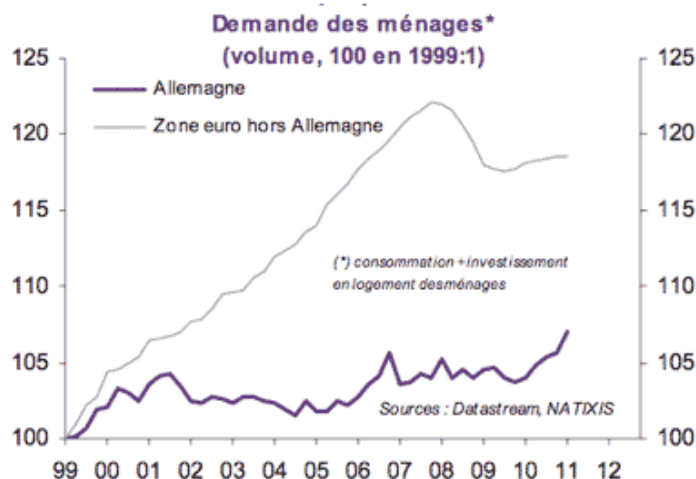
En plus d'exacerber les tensions entre les pays et de favoriser la généralisation des politiques non-coopératives, le choix d'une politique de croissance extravertie n'est pas sans être porteur de déséquilibres inquiétants. Parmi-ceux-ci nous retiendrons notamment ceux engendrés par la déflation salariale et le dumping socio-fiscal entre les pays. En effet pour accumuler des excédents extérieurs l'Allemagne a fait le choix de comprimer les salaires afin de réduire le coût du travail et de délocaliser la production de biens intermédiaires aux pays d'Europe centrale et orientale.

La politique de déflation salariale a été entamée sous le mandat du chancelier Schröder et a été consacrée par les réformes Hartz du marché du travail qui sont entrées en vigueur entre 2003 et 2005. Le graphique 4 illustre cette austérité imposée aux salariés allemands par le décrochage entre productivité et salaire. A partir de 2002 le partage des revenus se fait au désavantage des travailleurs allemands avec une période charnière entre 2003 et 2008 lorsque les salaires progressent de manière inverse aux gains de productivité. Les salariés bénéficient pas ou peu des richesses qu'ils contribuent à produire.



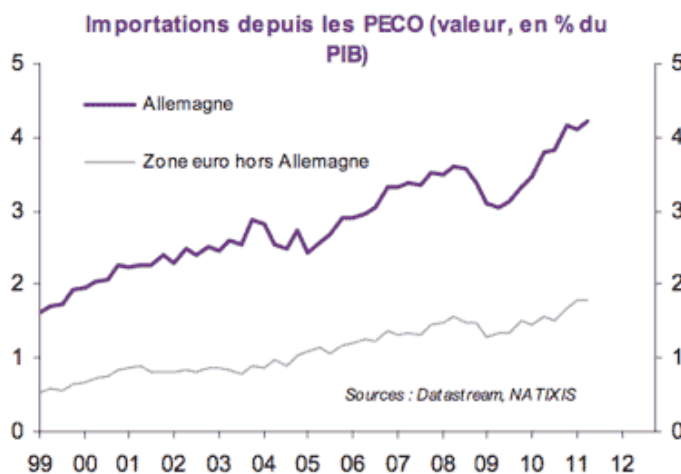
Graphique 4

Cette déflation salariale s'accompagne d'une contraction du marché intérieur, avec une demande des ménages déprimée comme le montre le graphique 5. Ainsi l'enrichissement de l'Allemagne s'est accomplie au détriment de ses partenaires commerciaux mais également par l'appauvrissement d'une grande partie de sa population. De fait, les excédents commerciaux de l'Allemagne résultent d'un niveau de consommation des ménages relativement préservé au sein des autres pays de la zone euro. Mais il s'agit d'un sentier de croissance dangereux qui expose le pays qui le pratique à des mesures de rétorsion commerciale, à une fragilisation profonde du secteur non exportateur et à une baisse relative du niveau de vie des salariés.



Graphique 5

Par ailleurs, ce modèle de croissance favorise la compétition fiscale et la course au moins-disant social. En effet, dans le souci de réduire les coûts de son secteur exportateur l'Allemagne a fait le choix d'externaliser la production des biens intermédiaires dans des pays à moindre fiscalité et à coût du travail plus bas. Le graphique 6 montre que les importations allemandes en provenance des pays de l'Europe centrale et orientale sont nettement supérieures à celle de la zone euro hors Allemagne, près de 3 pts de PIB de différence en 2012. Ainsi l'Allemagne tire un double avantage de la monnaie unique et de l'intégration financière, celui d'acheter ses ressources industrielles à bas prix et de vendre les produits dans sa monnaie.



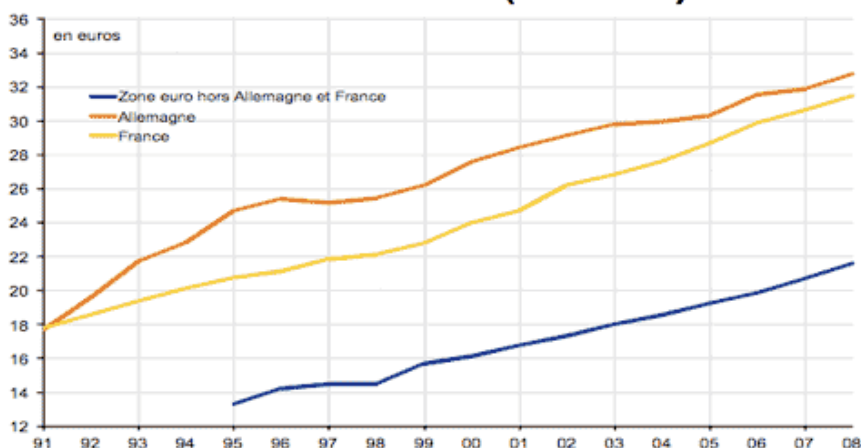
Graphique 6

Encore une fois la recherche de la compétitivité semble se faire sans que le bien-être des travailleurs ou la nécessité d'un développement équilibré ne soient pris en compte. Cependant les partisans d'un modèle de croissance extravertie

veulent y convertir la France et y voient le seul moyen de renouer avec une croissance durable et porteuse d'emplois. Pour cela ils préconisent un « choc de compétitivité » qui passerait par un allègement des charges permettant de réduire le coût du travail et de restaurer la prééminence européenne de la France.

Cette idée repose pourtant sur un préalable qui ne semble pas confirmé dans les faits. Si l'on ne regarde que le coût salarial horaire dans l'industrie manufacturière et son évolution respective en Allemagne et en France on constate avec le graphique 7 que l'Allemagne est légèrement au-dessus de la France avec un coût horaire de 33 euros contre 31 euros en 2008. Ces deux pays se situant par ailleurs bien au-delà du niveau moyen de la zone euro située à 20 euros.

Coût salarial horaire dans l'industrie manufacturière (en euros)

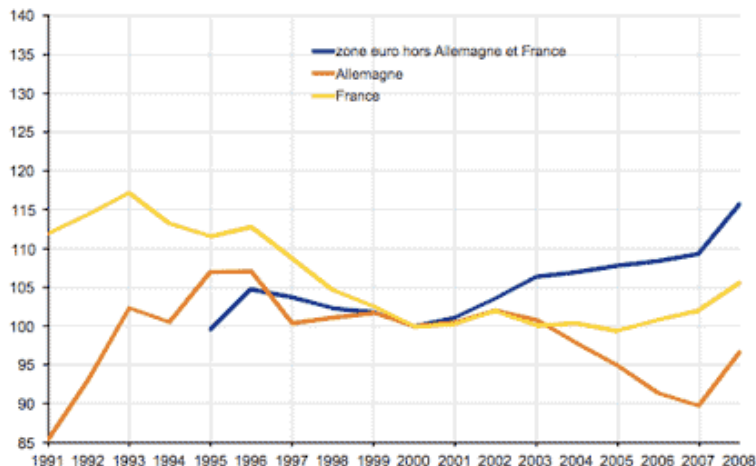


Source : Eurostat.

Graphique 7

Le diagnostic se précise lorsqu'on pondère le coût salarial par la productivité horaire du travail et que l'on parle en terme de coût salarial unitaire. C'est-à-dire du coût engendré par chaque unité produite. La France dispose d'une productivité horaire du travail parmi les plus élevées du monde qui le permet de tirer à la baisse les coûts de production et d'en modérer l'évolution. Le graphique 8 montre à cet égard que la France dispose en fait d'un avantage de coût supérieur à la moyenne de la zone euro. Si les écarts avec l'Allemagne restent significatifs ils sont moindre en 2008 qu'en 1991. Ce rapprochement est tout autant révélateur des gains de productivité réalisés dans le secteur de l'industrie manufacturière que de l'évolution défavorable du partage des richesses en Allemagne depuis le début des années 2000.

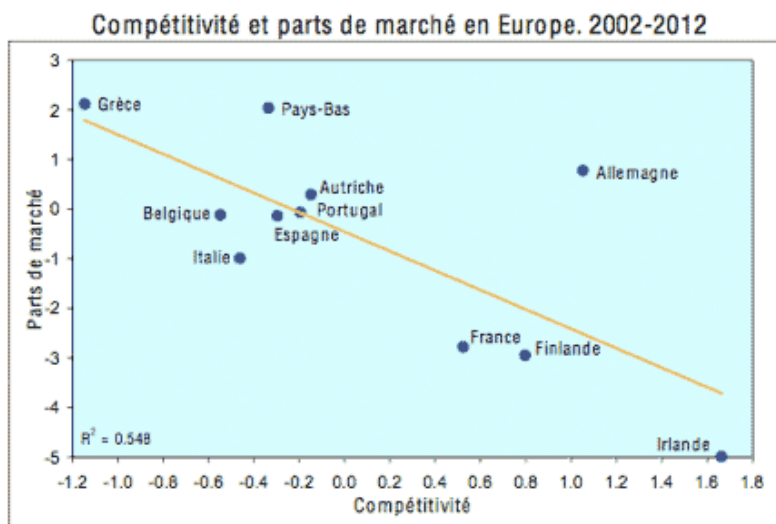
**CSU dans l'industrie manufacturière
(base 100 en 2000)**



Source : Eurostat.

Graphique 8

Par ailleurs, il n'est pas démontré qu'une réduction du coût du travail puisse assurer un rétablissement du commerce extérieur. Le graphique 9 est à ce titre édifiant, si le modèle s'avère exact pour l'Allemagne la relation est en général inverse. On constate que les gains de compétitivité prix de la France entre 2002 et 2012 de l'ordre 0,4 point n'ont pas permis de conquérir des parts de marché mais au contraire se sont soldés par une contre-performance avec recul de près de 3 points de celles-ci. La Grèce quant à elle voit sa compétitivité se dégrader de 1,2 points sur la période alors qu'elle améliore ses parts de marché de 2 points.



Taux de croissance moyen entre 2002 et 2012. Source : Ameco.

Graphique 9

Pour conclure nous pouvons dire que le modèle de croissance extravertie suivi par l'Allemagne n'est à la fois pas généralisable ni souhaitable. Pas généralisable car il repose sur le principe mercantiliste de la prédation et de la guerre commerciale. Pas souhaitable car il requiert pour être mise en oeuvre un partage inégal des richesses qui va à l'encontre d'un développement économique harmonieux.

Le « choc de compétitivité » est avant tout un prétexte pour les secteurs les plus offensifs du patronat d'obtenir une amélioration de leur marge, de se libérer du devoir de solidarité collective et de rendre plus « concurrentiel » le

marché du travail. S'il devait être appliqué ce choc d'offre « positif » entraînerait un choc de demande « négatif » qui finirait de déprimer l'activité économique sur le territoire en entraînant le pays dans la spirale du rationnement et de l'endettement que connaissent aujourd'hui les pays d'Europe du Sud.

Sources :

Patrick Artus, « *France-Allemagne : que se passe-t-il quand deux pays ayant des fonctionnements aussi différents des marchés du travail choisissent d'avoir la même monnaie ?* », Flash économie, Natixis, 19 octobre 2012.

Michel Husson, « *Les mystères de la non-compétitivité française* », Note hussonet, 18 octobre 2012.

Patrick Artus, Sylvain Broyer, « *Que veut vraiment l'Allemagne ?* », Flash économie, Natixis, 1 octobre 2012.

Bertrand Marc, Laurence Rioux, « *Le coût de la main d'oeuvre : comparaison européenne 1996-2008* », Emploi et salaires, INSEE, 2012.

Jean Luc Gaffard, « *Compétitivité et développement industriel : un défi européen* », Les notes, OFCE, mars 2012

Sylvain Broyer, Christian Ott, Felix Eschwege, Peter Kaidush, « *Démystifions l'Allemagne* », Flash économie, Natixis, 24 novembre 2011.

Patrick Artus, « *La fragilité du modèle allemand* », Flash économie, Natixis, 22 novembre 2011.

« *Que dire du coût du travail en France par rapport à l'Allemagne ?* », Direction Générale du Trésor, 28 avril 2011.